

« L'ENTREPRISE EST UN BASTION D'AUTORITARISME »

En liant enquêtes sur les conditions de travail et résultats électoraux, l'économiste **Thomas Coutrot** montre combien le manque d'autonomie dans la sphère professionnelle, mais aussi l'absence de possibilité d'expression à son sujet nourrissent le vote d'extrême droite. Il invite à refaire du travail un enjeu de débat démocratique.

Dans l'analyse des motivations du vote RN et de l'abstention, l'impact du travail est trop souvent un angle mort. L'étude publiée par l'économiste Thomas Coutrot intitulée « Le bras long du travail : conditions de travail et comportements électoraux » s'attaque à

cet impensé. Pour cela, il a croisé les données des enquêtes de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) sur les conditions de travail de 2016-2017 et 2019 avec les résultats des élections présidentielle de 2017 et européennes de 2019, qu'il a enrichies avec des indicateurs statistiques par commune, calculés par Thomas Piketty et Julia Cagé. L'absence d'autonomie dans le travail et l'impossibilité de donner son avis sur celui-ci s'avèrent déterminantes sur les comportements civiques.

Depuis quand s'intéresse-t-on à l'impact de l'organisation du travail sur la politique ?

Dès le XVIII^e siècle, aux prémices de la révolution industrielle, Adam Smith dénonce déjà l'impact du travail répétitif sur les capacités cognitives des travailleurs. D'un côté, il se félicite des gains de productivité économique que permet la division du travail, mais, de l'autre, il s'inquiète du fait qu'en passant d'un travail artisanal à un travail ouvrier ultrarépétitif, on abîme le psychisme des ouvriers. Il dit de ceux-ci : « Ils deviennent aussi stupides et ignorants qu'il est possible à une créature humaine de le

devenir. » Au XIX^e siècle, John Stuart Mill dénonce le régime d'usine – Marx parle, lui, de « despotisme d'usine ». Pour Mill, il est contradictoire avec la possibilité d'être un citoyen éclairé et de participer à la vie de la cité. C'est la raison pour laquelle cet économiste et philosophe britannique, libéral économiquement, considère que les coopératives sont le seul mode d'organisation de la production cohérent avec un régime démocratique. En Grande-Bretagne, au début du XX^e siècle, cette idée est portée par le socialisme de guildes, dont le penseur le plus connu est G. D. H. Cole. Celui-ci écrit qu'un régime de servilité dans l'industrie ne peut que donner un régime de servilité dans la sphère politique. Ce courant partisan des coopératives est favorable à la gestion des entreprises par les travailleurs ; il en fait une condition de la vie démocratique dans la cité.

Comment se prolonge cette réflexion au XX^e siècle ?

Au cours des années 1930-1940, le philosophe américain John Dewey développe l'idée que la démocratie n'est pas un régime d'institutions, mais un mode de vie. C'est une société où les individus sont socialisés dans une norme d'interrogation des pouvoirs existants, d'enquête permanente sur le monde. C'est exactement ce que dit aussi Castoriadis : la démocratie n'est pas une société sans hiérarchie ni pouvoirs, mais une société où ceux-ci sont sans arrêt questionnés. Au cours des années 1970, dans la continuité de Dewey, la politiste Carole Pateman consacre plusieurs livres à la démocratie participative. Pour elle, la démocratie ne peut pas se limiter à la liberté

PROFIL

Chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales, **Thomas Coutrot** a dirigé jusqu'en 2022 le département conditions de travail et santé à la Dares. En mars 2024, l'économiste et statisticien a publié une enquête intitulée « Le bras long du travail, conditions de travail et comportements électoraux ». Il coanime l'association Ateliers Travail et Démocratie.



PATRICE NORMAND / L'EXTRA VIA OPALÉ PHOTO

d'un appauvrissement du travail, mais les finalités en vue desquelles ils sont conçus et mobilisés. L'accroissement du contrôle, de la standardisation, n'est pas une stratégie d'efficacité économique, mais de pouvoir et de domination. L'abstention est aussi nettement corrélée à la précarité de l'emploi. Vivre dans l'incertitude du lendemain, être accaparé par les tâches de survie ne favorise pas l'intérêt pour la chose publique, ni la croyance de pouvoir par son vote modifier la situation. Les politistes nomment « sentiment d'efficacité politique » la perception que sa parole compte, que son vote est important. Chez les plus précaires, ce sentiment d'efficacité politique est très faible. Être précaire signifie n'avoir pas de maîtrise de sa vie personnelle, encore moins de la vie collective.

Dans le travail, quel est le marqueur déterminant dans le vote RN ?

Le fait de ne pas pouvoir donner son avis sur son travail lors de réunions régulières est clairement associé à une propension beaucoup plus forte à voter RN (+ 10 points), même toutes choses égales (diplôme, métier...). L'enquête ne distingue pas le type de réunions – entre collègues, avec les managers, avec les élus du personnel ou dans un cadre syndical. C'est d'ailleurs un point qu'il faudrait creuser. Elle ne dit pas non plus si ces réunions débouchent sur un changement réel. Environ 45 % des salariés participent à

« LES MÉCANISMES DE DOMINATION OU DE MÉPRIS AU TRAVAIL CRÉENT INCONSCIEMENT DES AFFECTS D'EXTRÊME DROITE. »

des réunions sur leur travail, les cadres et les plus diplômés y sont plus fréquemment associés, même si d'autres catégories sociales peuvent aussi y participer. Il existe également une dimension de genre ; les femmes ont moins la possibilité que les hommes de donner leur avis sur leur travail. Le fait de travailler de nuit ou à des horaires atypiques est l'autre marqueur déterminant du vote RN (+ 10 %). On observe aussi que les femmes qui votent RN sont celles qui ont la plus forte participation aux tâches ménagères. Cela traduit sans doute une plus forte adhésion aux stéréotypes de genre.

Lors des enquêtes sociologiques par entretien, les questions liées au travail sont-elles abordées par les électeurs RN ?

Non, ce qui va apparaître dans le discours des électeurs RN, c'est la concurrence des immigrés, le »

d'expression et au droit de vote, elle doit reposer sur des habitudes quotidiennes enracinées dans les rapports sociaux élémentaires. La démocratie délégataire, qui consiste à élire périodiquement ceux qui nous gouvernent, est une illusion. Pour être vivante, la démocratie doit s'ancrer dans une participation continue des citoyens aux décisions, une culture quotidienne qui doit pénétrer toutes les sphères de la vie sociale (famille, école, travail...). L'entreprise est un bastion d'autoritarisme dont l'existence et la place centrale dans la vie des personnes sapent les fondements même du régime politique démocratique.

À chaque élection, nous assistons à un renforcement de l'abstention. Quel est le facteur professionnel le plus observé chez les abstentionnistes ?

La variable liée aux conditions de travail qui joue le plus fortement chez les abstentionnistes est le manque d'autonomie dans le travail. C'est vraiment le marqueur d'une condition de subordination dans le travail qui prédispose à une passivité politique. Depuis une vingtaine d'années, à travers la montée des procédures, du « reporting », nous observons une érosion de l'autonomie au travail, associée à une série d'innovations techniques et organisationnelles (« lean », « new public » managements...). Les algorithmes et l'IA ne font que sophistiquer des méthodes de contrôle numérique et informatique du travail et de standardisation déjà largement diffusées. L'érosion de l'autonomie n'est en effet pas une question de technologie, mais d'organisation. Ce ne sont pas les outils numériques qui sont en eux-mêmes porteurs



» sentiment de mépris dans lequel ces personnes se sentent tenues par les élites, la question des solidarités locales. En revanche, les enjeux du travail, son organisation, le fait de se lever très tôt le matin n'apparaissent jamais, à ma connaissance en tout cas, dans les discours des électeurs RN, et donc dans les analyses des sociologues ou des politistes qui travaillent sur ce sujet. Les mécanismes de domination ou de mépris au travail, difficiles à vivre mais qu'ils ne parviennent pas forcément à verbaliser, produisent de façon inconsciente des affects d'extrême droite. C'est une espèce de rationalisation a posteriori. Ces mécanismes de domination ne sont pas conscientisés. Ils sont peut-être même naturalisés. Beaucoup d'électeurs du RN ont une vision assez viriliste du monde et donc, pour eux, avoir un chef autoritaire peut même sembler positif...

Côté travail, existe-t-il des similitudes entre abstentionnistes, électeurs FI et ceux du RN ?

L'électorat FI est caractérisé, comme les abstentionnistes et l'électorat RN, par une faible autonomie dans le travail. Le profil des électeurs RN et FI est assez proche sociologiquement, même s'il est plus divers chez FI. C'est un profil plus ouvrier et moins diplômé que la moyenne. Mais il se distingue vraiment sur la capacité d'expression sur le travail. Si les électeurs RN sont très peu sollicités pour parler de leur travail, le fait de pouvoir discuter de son travail est au contraire nettement associé à un vote de gauche, notamment FI.

« LA LIBÉRATION DE LA PAROLE DES SALARIÉS DEVRAIT ÊTRE MISE À L'ORDRE DU JOUR DES POLITIQUES DE GAUCHE. »

THOMAS COUTROT, ÉCONOMISTE

Un résultat surprend, c'est la forte proportion de syndiqués parmi les électeurs RN...

Une forme de révolte sociale, de colère qui s'exprime en partie par le vote RN, peut aussi se manifester par l'adhésion à un syndicat. Ce phénomène s'observe plutôt chez les adhérents ou les sympathisants que chez les militants. La forte différence entre mes résultats et ceux des sondages « sortie des urnes », qui indiquent un moindre vote RN pour les syndiqués, pourrait s'expliquer par une forme de honte des syndiqués à avouer à un enquêteur qu'ils votent RN. Ils seraient ainsi les seuls à maintenir le biais de sous-déclaration observé il y a encore une dizaine d'années chez l'ensemble des électeurs. Contrairement au reste de la société, le vote pour le RN n'est



« Le manque d'autonomie professionnelle est le marqueur d'une condition de subordination dans le travail qui prédispose à une passivité politique. »

pas devenu totalement banalisé dans les milieux proches des syndicats. L'ensemble des directions syndicales communiquent, en effet, beaucoup auprès de leurs adhérents sur le sujet, ce qui n'est pas sans créer des tensions sur le terrain. Les syndicalistes avec lesquels j'ai échangé n'étaient pas étonnés de ce résultat. Plusieurs militants m'ont ainsi raconté avoir, pendant la campagne des législatives, essuyé des remarques quand ils allaient distribuer des tracts contre le RN à la porte des entreprises. Des sympathisants, voire des adhérents, leur disaient : « Pourquoi le syndicat se mêle de ces histoires-là ? Il n'a pas à faire de politique. »

Comment refaire du travail un enjeu démocratique ?

Ni le patronat ni les dirigeants de la fonction publique ne souhaitent mettre le travail en débat. Une politique du travail tournée vers la libération de la parole des salariés, et de l'organisation de cette parole, devrait être mise à l'ordre du jour des politiques de gauche. Malheureusement, les partis politiques n'ont jusqu'à présent guère de réflexion sérieuse sur ces questions. C'est au sein du mouvement syndical que des initiatives intéressantes se lancent. Par exemple, la CGT, depuis une quinzaine d'années, a mis en chantier une réflexion sur ce qu'elle appelle la démarche revendicative à partir du travail. Elle consiste à recueillir la parole des salariés sur leur travail pour les faire s'exprimer sur ce à quoi ils tiennent, ce qui pourrait changer dans leur travail pour qu'il corresponde à leurs valeurs, qu'il réponde aux vrais besoins de leurs clients ou usagers. Cela implique un véritable changement de pratique militante, mais ça permet de retisser des liens forts et de reconstruire du collectif. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MÉLANIE MERMOSZ